

Owen, David, Brzezinski, Zbigniew et Okita, Saburo.
Democracy Must Work : A Trilateral Agenda for the Decade. A Task Force Report to the Trilateral Commission. New York, New York University Press, Coll. « The Triangle Papers », no 28, 1984, 92 p.

Gilbert Larochelle

Volume 16, Number 3, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701892ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701892ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Larochelle, G. (1985). Review of [Owen, David, Brzezinski, Zbigniew et Okita, Saburo. *Democracy Must Work : A Trilateral Agenda for the Decade. A Task Force Report to the Trilateral Commission.* New York, New York University Press, Coll. « The Triangle Papers », no 28, 1984, 92 p.] *Études internationales*, 16(3), 665–667. <https://doi.org/10.7202/701892ar>

OWEN, David, BRZEZINSKI, Zbigniew et OKITA, Saburo. *Democracy Must Work: A Trilateral Agenda for the Decade. A Task Force Report to the Trilateral Commission*. New York, New York University Press, Coll. "The Triangle Papers", no 28, 1984, 92 p.

En 1975, la Commission trilatérale avait publié sous la signature de Michel Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki une étude comparative sur l'ingouvernabilité des sociétés industrielles: *The Crisis of Democracy*. Le propos de cet ouvrage consistait à indiquer les menaces que font peser sur l'avenir du régime politique de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et du Japon une application jugée abusive des idées d'égalité et de liberté dans le développement des rapports sociaux. La survie même du pluralisme y apparaissait sévèrement compromise par des « excès de démocratie » qui exacerbent les conflits jusqu'à miner l'existence d'un minimum de consensus nécessaire à la reproduction des structures sociales. La société libérale était présentée, en bref, comme victime d'elle-même.

Neuf ans après la parution de ce livre quelque peu alarmiste qui, à plus d'un égard, n'était pas sans rappeler l'interprétation d'Oswald Spengler sur *Le déclin de l'Occident*, David Owen, Zbigniew Brzezinski et Saburo Okita en réactualisent le contenu en suggérant cette fois une véritable programmation d'action politique sous la forme d'un agenda pour la prochaine décennie. Dans leur vocabulaire, les indicatifs se sont depuis lors transmués en impératifs, les constats en diktats: « La démocratie doit fonctionner », surmonter les secousses qui l'ébranlent de l'intérieur et finalement s'épanouir à l'échelle trilatérale pour que soit mieux planifiée une vigilance à l'égard de son ennemi extérieur: le communisme. Pareille injonction est accompagnée d'un train de mesures destinées à revigorer cette forme politique qui, si elle leur paraît moins moribonde aujourd'hui qu'en 1975, doit néanmoins être inspirée par une stratégie de concertation globale dans tous les secteurs afin de maximiser la satisfaction sociale qu'elle engendre, et partant, sa durabilité.

a) Au plan social, les dix prochaines années devront répondre au défi du chômage qui, particulièrement en Europe, risque d'avoir des effets dévastateurs. De par l'iniquité qu'il suscite, ce problème constitue, selon les trilatéralistes, "*a political danger, a threat to the vitality of democracy*" (p. 5). Les causes et les solutions identifiées au chapitre 2 sont aussi complexes que multiples. D'une part, le phénomène dit du "*baby boom*" amène un surplus de main-d'oeuvre sur le marché du travail que les structures actuelles ne peuvent absorber. D'autre part, le développement rapide de la haute technologie entraîne non seulement une diminution notable des emplois, mais un déplacement de la demande vers des secteurs de pointe où la disponibilité de travailleurs spécialisés est encore trop faible. À cet égard, le retard de l'Europe sur l'Amérique et le Japon à intégrer la robotique et la microélectronique à ses industries va les rendre de moins en moins compétitives, susciter un chômage plus sévère que dans ces deux dernières régions et peut-être même affaiblir la stabilité sociale du vieux continent.

Au désœuvrement forcé d'une partie croissante de la population — 3 % en 1970 et 10 % en 1984 pour les pays de l'OCDE — s'ajoute la difficulté corollaire du financement des services sociaux. Ici encore, la tendance démographique actuelle ne contribue en rien à un quelconque optimisme des trilatéralistes. Ceux-ci rappellent que les projections statistiques indiquent un vieillissement considérable de la moyenne d'âge dans les sociétés industrielles, ce qui menace de grèver sérieusement leurs budgets à moyen terme. L'augmentation progressive du nombre de retraités conduira, pensent-ils, à l'impossibilité structurelle de maintenir le versement automatique des prestations et à la fin du régime de "Welfare State". L'État de demain, selon eux, ne pourra plus pourvoir à tous les besoins des classes nécessiteuses. Liée directement au coût économique du chômage et à la diminution du nombre de contribuables pour absorber les frais de ces services sociaux divers, une telle impasse requiert une approche globale. Au répertoire des correctifs proposés pour stabiliser les lendemains de la démocratie sur cet aspect figurent la formule de l'emploi partagé

pour minimiser les dégâts sociaux du chômage, le recyclage permanent des travailleurs vers des secteurs de haute spécialisation, l'incitation des citoyens à se prémunir eux-mêmes contre les vicissitudes de leur existence et à prévoir financièrement leur retraite. Bref, il faudra accepter, de gré ou de force, une réduction substantielle de la mission sociale de l'État.

b) Au plan économique, l'agenda trilatéral pour la prochaine décennie doit viser à assumer prioritairement le principe de l'interdépendance croissante entre le Japon, l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Cette reconnaissance d'une intégration économique doit se traduire nécessairement par la suppression des obstacles à la liberté des échanges commerciaux, l'élimination des subventions à des entreprises non compétitives et l'ouverture non restrictive des marchés aux produits étrangers. Refuser le protectionnisme et laisser les forces à elles-mêmes dans un affrontement ayant pour seul critère leur capacité de performance, tel paraît être la voie à suivre qui, d'ailleurs, passe par un retour à l'orthodoxie libéraliste: "*If America were really to revert to protectionism, the outlook for the world economy would be grim indeed*" (p. 76). La véritable sortie de la récession doit s'effectuer par l'amélioration de la productivité afin de juguler l'inflation.

Toutefois, la faible croissance dont les trilatéralistes annoncent le maintien pour un certain nombre d'années encore, obligera les sociétés industrielles à composer avec d'épineux problèmes. La dimension « prospectiviste » de leur réflexion ne tient pas lieu d'une prophétie, mais d'une simple extrapolation de tendances. Selon eux, la reprise sera encore trop timide pour susciter un niveau d'investissement élevé, lequel, en retour, contribuerait à activer celle-là. De plus, la prépondérance du dollar sur les autres monnaies occidentales créera une difficulté croissante dans le financement du service de la dette, surtout pour les pays du Tiers Monde dont le Mexique et le Brésil sont, à cet égard, des exemples éloquentes. Aussi, la lourdeur du déficit budgétaire aux États-Unis empêchera un abaissement du taux d'intérêt réel et un redémarrage éco-

nomique vigoureux. En somme, le chapitre 3 de ce livre non seulement identifie les défis de l'avenir, mais impose de les surmonter: "... *our governments must show that economically as well as politically democracies do work*" (p. 39).

c) Au plan politique, les pays trilatéraux devraient poursuivre des objectifs susceptibles de les conduire au seuil du XXI^{ème} siècle en évitant la guerre nucléaire, la multiplication des conflits régionaux, la détérioration du climat social tout en créant des occasions pour améliorer l'ordre mondial. Au-delà de cette pétition de principes au demeurant très générale, le quatrième chapitre cherche à réitérer, sinon à proposer les meilleurs moyens de les accomplir et à déceler les tendances du paysage politique actuel. Le renforcement des institutions internationales constitue, selon Owen, Brzezinski et Okita, la meilleure manière d'assurer et de développer la coopération: "... *an expanding scaffolding of multilateral institutions reinforces the emerging global understanding of the need for such cooperation*" (p. 55). Le rôle de la technique et de l'expertise doit y jouer un rôle considérable pour améliorer non seulement la rigueur des décisions, mais la condition humaine en général. Dès lors, s'impose une entreprise complémentaire: "*The Sharing of Scientific and Technical Data to Better Humanity*" (p. 55).

Les régions nippo-occidentales semblent les mieux placés pour honorer cette responsabilité. Et brandissant l'outil prométhéen de la technique, elles pourront amener les autres pays sur la voie du progrès et de la démocratie: "*They have the tools to pull the world back as it approaches the edge of the precipice*" (p. 62). L'évocation d'une menace justifie ici un « missionnarisme » politique certes sur l'axe Nord-Sud, mais aussi Est-Ouest. Car, si l'on se réjouit de constater un déclin de l'intérêt pour le modèle soviétique dans le monde, la visée poursuivie n'en repose pas moins sur l'ambition de remettre en cause l'héritage de Yalta et d'exporter le « Western State System » à l'Est. L'attrait de la croisade apparaît alors aussi manifeste que l'exigence d'un repli défensif contre l'envahissement communiste. Et cette tentative fait implicitement partie de

l'agenda trilatéraliste pour la prochaine décennie! En reconnaissant le principe de l'interdépendance en matière de sécurité entre les trois grandes zones industrielles et libérales du monde, la déclaration finale de Williamsburg en 1983 illustre, entre autres facteurs, l'influence qu'exerce toujours cette Commission dans l'élaboration des politiques de l'Ouest à l'égard du bloc soviétique.

Gilbert LAROCHELLE

*Université de Montréal
Département de science politique*

ZORGBIBE, Charles. *La Paix*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? » no 1600, 1984, 128 p.

Il n'est pas facile d'aborder en peu de pages le problème de la paix internationale. Charles Zorgbibe y réussit sans se limiter à résumer ses travaux ou ceux des autres. Il tient le débat ouvert et développe ses suggestions et critiques avec la prudence de l'expert.

Le livre a trois parties faites chacune de trois brefs chapitres: 1 – La non-guerre; 2 – Les recherches sur la paix; 3 – L'avenir de la paix. Dans la première, Zorgbibe propose un bilan historique remontant à Bismark pour aller jusqu'à l'évaluation des risques de l'avenir. Comment bascule-t-on dans la guerre? Comment l'état de non-guerre se maintient-il vaillamment? C'est l'époque de l'émergence du droit international et des États souverains en conflits guerriers. Dans la deuxième partie, l'auteur passe en revue diverses conceptions de la paix internationale. Comment y arriver? Comment la consolider? Les tentatives, les échecs, les succès partiels. On sent ici très nettement la perspective du juriste du droit international qui nous prépare à la troisième partie sur l'avenir de la paix: la paix devra reposer sur un droit international qui réussirait à conforter un pouvoir supranational, il faut en aménager dès à présent le développement.

Charles Zorgbibe ne pense pas un instant qu'un consensus des juristes ou même des chefs d'États soit la condition suffisante (même si elle est nécessaire) pour produire la

paix. Il est très attentif aux dérives sociologiques entraînées par l'imbrication de plus en plus étroite des économies et des modes de vie, mais il ne pense pas non plus que ceci suffise. Bref il accumule les perspectives qui tendent à montrer du doigt qu'il faut agir sur le plan du droit international au bon moment pour promouvoir les chances de paix durable sans donner à telle ou telle perspective de primauté explicative ni à tel ou tel pouvoir de priorité absolue sur les autres. La planète a besoin d'instances planétaires, reconnaissons les faits historiques et sociologiques qui nous y mènent.

Très conscient des écueils à franchir et de la prudence à observer, l'objectif reste clair à ses yeux: désamorcer la guerre comme moyen de résoudre les conflits, sortir du dilemme « entre une politique de détente qui exige la confiance mutuelle et une politique de sécurité fondée sur la dissuasion réciproque » (p. 104), promouvoir des objectifs communs pour les États et les reconnaître sur le plan du droit international.

Ce livre est une excellente introduction aux enjeux de ces débats présentés avec clarté et des informations très à jour.

Yvan SIMONIS

*Département d'anthropologie
Université Laval, Québec*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

GUILLERM, Christine et KIRK, Richard. *L'investissement direct aux États-Unis: Techniques et pratique*. Bruxelles (Belgique)-Deventer (Pays-Bas), Bruylant-Kluwer, 1983, 328 p.

La croissance économique américaine vous attire en tant qu'homme ou femme d'affaires? Vous désirez y investir? Alors voici un ouvrage qui répondra à certaines de vos interrogations en ce qui concerne les moyens et les façons d'y réaliser un investissement. Les auteurs, C. Guillerm et R. Kirk respectivement avocate aux barreaux de Paris et de New York et professeur de finances et comptabilité à